

[Plus tard]

[Traduction]

**M. Lundrigan:** Monsieur l'Orateur, tout à l'heure au cours de la période des questions, j'ai demandé au premier ministre si le gouvernement fédéral songeait à accorder plus d'importance au développement des ressources humaines. Comme il semblait disposé à me répondre, pourrait-il le faire maintenant?

**Le très hon. M. Trudeau:** Le député a raison, monsieur l'Orateur. Je songeais à répondre, mais je ne crois pas qu'il trouvera ma réponse très utile. Les ressources humaines en matière d'éducation sont surtout du ressort des provinces. Notre ordre du jour renferme un article relatif à la division des pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provincial et nous étudierons la question dans ce contexte, mais le sujet ne retiendra pas notre attention immédiate.

**M. Lundrigan:** Monsieur l'Orateur, si le premier ministre a quelques moments libres, je serai heureux de le mettre au courant de ce que pensent certaines autorités à la page dans le domaine de l'éducation. Il pourrait peut-être dire...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

## LA PÊCHE

### L'ÉTUDE DE LA CONSERVATION DES RESSOURCES PISCICOLES

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur. Comme le poisson de fond devient plus rare dans l'Atlantique-Nord, le ministre a-t-il l'intention de tenir bientôt une conférence sur le droit de la mer afin d'étudier la conservation des ressources piscicoles avec d'autres pays?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, il est probable qu'une telle conférence se tiendra sous peu. Nombre de pays partagent nos inquiétudes à ce sujet. Je ne sais si elles portent sur l'océan atlantique, mais je sais que la situation dans le Pacifique agite les esprits. La conférence en cause pourrait porter sur tous les océans.

**M. Crouse:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre songe-t-il à faire inscrire la question de la conservation des pêches mondiales à l'ordre du jour des Nations Unies et à inviter celles-ci à assumer le contrôle et la mise en valeur de toutes les pêches hauturières?

**L'hon. M. Sharp:** Je vais certainement prendre cette proposition en considération. A la dernière réunion de l'Assemblée générale, les questions concernant le droit de la mer et la conservation générale des ressources figuraient en priorité au programme et je vais en prendre note pour la prochaine réunion de l'Assemblée.

## LES POSTES

### LE DIFFÉREND AVEC LE SYNDICAT DES FACTEURS—LA RÉDUCTION DES TARIFS

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes à qui je souhaite la bienvenue à son retour du colloque itinérant auquel il a assisté. Peut-il nous dire maintenant si le gouvernement a accompli des progrès depuis la semaine dernière en vue de régler le conflit qui l'oppose au syndicat des facteurs?

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes):** Monsieur l'Orateur, j'hésite à faire une déclaration aujourd'hui à ce sujet, car je dois m'entretenir demain avec les présidents des syndicats nationaux.

**M. Macquarrie:** Une question supplémentaire. Comme le chef d'un important parti politique d'Ontario a protesté que la hausse des tarifs postaux porterait un dur coup à l'organe de son parti, et vu les protestations analogues lancées par le Congrès du Travail du Canada et par la Fédération canadienne des agriculteurs, le ministre songe-t-il à proposer une réduction des tarifs qui doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril?

**L'hon. M. Kierans:** Monsieur l'Orateur, le député sait bien que la réponse est non.

[Plus tard]

### LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT DE TARIFS SUR LES PUBLICATIONS SANS BUT LUCRATIF

**M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Postes quelles mesures prendrait le gouvernement pour s'assurer que les publications à but non lucratif ne soient pas les victimes inattendues des augmentations des tarifs postaux décidés par l'État?

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes):** Monsieur l'Orateur, je pense que nous tous qui prenons à cœur la cause des organisations non lucratives savons que leurs frais augmenteront un peu et nous serons prêts à en tenir compte quand nous leur apporterons chacun notre soutien.